Soixantième année. - N ° 65 A Vendredi 3 avril 2026

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 2331

14 – CALVADOS

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LISIEUX

Jugement d'ouverture

Date : 11 mars 2026.
Jugement d'extension de liquidation judiciaire.
424 579 837 RCS Lisieux.
COTTAGE CONSULTING.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : Location de logements.
Adresse : 2504, route de Genneville, la Houssaye, 14600 Ablon.
Date : 11 mars 2026.
Jugement d'extension de liquidation judiciaire.
528 185 705 RCS Lisieux.
SCI ABLON.
Forme : Société civile immobilière.
Activité : Location de terrains et d'autres biens immobiliers.
Adresse : 2504, route de Genneville, la Houssaye, 14600 Ablon.
Date : 11 mars 2026.
Jugement d'extension de liquidation judiciaire.
790 711 279 RCS Lisieux.
GARNIER.
Forme : Société civile immobilière.
Activité : Location de terrains et d'autres biens immobiliers.
Adresse : 2504, route de Genneville, la Houssaye, 14600 Ablon.
Date : 11 mars 2026.
Jugement d'extension de liquidation judiciaire.
424 579 837 RCS Lisieux.
COTTAGE CONSULTING.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : Location de logements.
Adresse : 2504, route de Genneville, la Houssaye, 14600 Ablon.

Complément de jugement : Jugement d'extension d'une procédure de liquidation judiciaire ouverte initialement à l'égard de Cottage Consulting (sas) 2504, route de Genneville - la Houssaye - 14600 Ablon , date de cessation des paiements le 12 Juin 2024 et confirmant la désignation du liquidateur Selarl Victor Castagna 1, rue des Mathurins - 14100 Lisieux . Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la présente publication, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

